

# **SUIVI DES AIDES VERSÉES AUX ENTREPRISES DANS LE CADRE DE LA CRISE SANITAIRE COVID-19**

*Données pour le département : "Dordogne"*



Depuis le début de la crise sanitaire de la COVID-19, l'État et les Régions ont mis en place un fonds de solidarité pour prévenir la cessation d'activité des petites entreprises, micro-entrepreneurs, indépendants et professions libérales, particulièrement touchés par les conséquences économiques de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur [data.gouv.fr](https://data.gouv.fr)

## Niveau National

Top 10 des aides du fonds de solidarité  
ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total : 15 173 320 424 euros

Nombre d'aides : 6 998 055

Nombre d'entreprises : 1 959 735

## Niveau Régional : Nouvelle-Aquitaine

Top 10 des aides du fonds de solidarité  
ventilées par code section NAF (en M€)



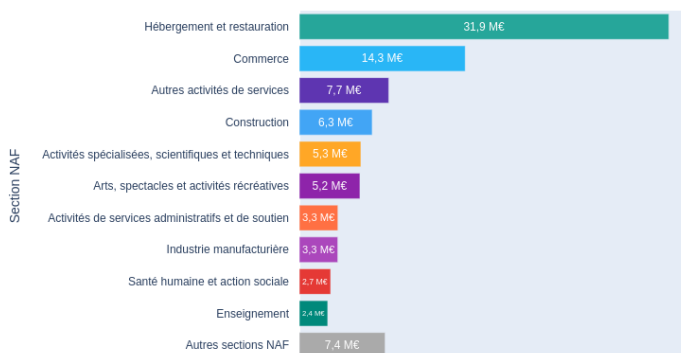
Montant total : 1 244 368 656 euros

Nombre d'aides : 597 960

Nombre d'entreprises : 182 199

## Niveau Départemental : Dordogne

Top 10 des aides du fonds de solidarité  
ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total : 89 839 756 euros

Nombre d'aides : 45 421

Nombre d'entreprises : 13 596



Le Gouvernement met en oeuvre un dispositif exceptionnel de garanties permettant de soutenir le financement bancaire des entreprises, à hauteur de 300 milliards d'euros.  
Les entreprises peuvent désormais contracter un prêt jusqu'au 30 juin 2021 au lieu du 31 décembre 2020.  
Les données utilisées proviennent de la DG Trésor et sont disponibles en open data sur [data.gouv.fr](https://data.gouv.fr)

## Niveau National

Top 10 des prêts garantis par l'Etat  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 131 514 753 255 euros

Nombre de prêts : 647 847

## Niveau Régional : Nouvelle-Aquitaine

Top 10 des prêts garantis par l'Etat  
ventilés par code section NAF (en M€)

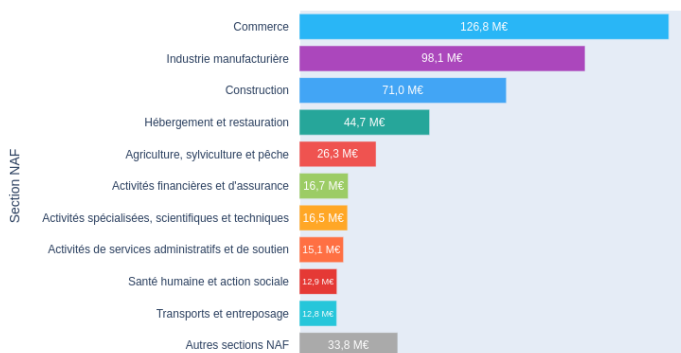


Montant total : 9 541 859 568 euros

Nombre de prêts : 64 654

## Niveau Départemental : Dordogne

Top 10 des prêts garantis par l'Etat  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 474 745 380 euros

Nombre de prêts : 4 737



Le Gouvernement a annoncé le report des principales échéances fiscales des professionnels afin de tenir compte de leurs difficultés liées à la crise sanitaire de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur [data.gouv.fr](https://data.gouv.fr)

## Niveau National

Top 10 des reports d'échéances fiscales  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 3 339 929 392 euros

Nombre de reports : 111 003

## Niveau Régional : Nouvelle-Aquitaine

Top 10 des reports d'échéances fiscales  
ventilés par code section NAF (en M€)

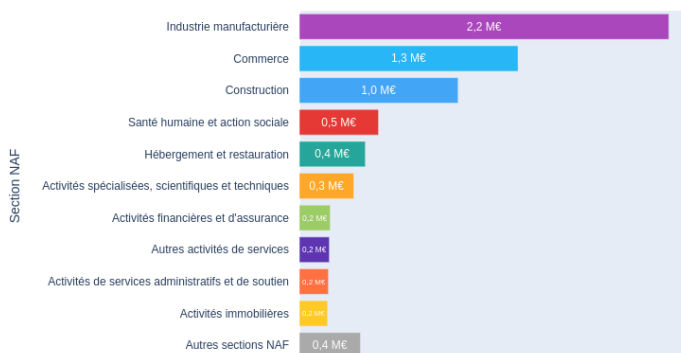


Montant total : 211 619 008 euros

Nombre de reports : 8 412

## Niveau Départemental : Dordogne

Top 10 des reports d'échéances fiscales  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 6 820 186 euros

Nombre de reports : 390



Le Conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants (CPSTI) met en place une aide financière exceptionnelle à destination de tous les commerçants et les artisans qui sont en activité au 15 mars 2020 et ont été immatriculés avant le 1er janvier 2019.

Les données utilisées proviennent de l'URSSAF et sont disponibles en open data sur [data.gouv.fr](https://data.gouv.fr)

## Niveau National

Top 10 des aides CPSTI  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 971 888 425 euros

Nombre d'aides : 1 188 713

## Niveau Régional : Nouvelle-Aquitaine

Top 10 des aides CPSTI  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 109 309 675 euros

Nombre d'aides : 134 140

## Niveau Départemental : Dordogne

Top 10 des aides CPSTI  
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 8 492 912 euros

Nombre d'aides : 11 165



L'activité partielle permet à l'employeur en difficulté de faire prendre en charge tout ou partie du coût de la rémunération de ses salariés. L'activité partielle s'adresse à tous les salariés qui subissent une baisse de rémunération imputable soit à une réduction de l'horaire de travail pratiqué dans l'établissement ou partie de l'établissement en deçà de la durée légale de travail, soit à une fermeture temporaire de tout ou partie de l'établissement. Les données utilisées proviennent de la DARES

## Niveau National

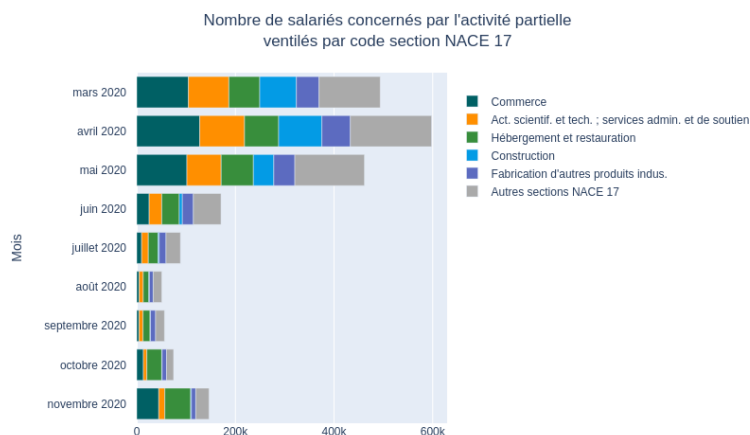


Nombre de demandes : 466 450

Nombre de salariés : 2 264 685

Heures demandées : 181 488 985

## Niveau Régional : Nouvelle-Aquitaine



Nombre de demandes : 39 935

Nombre de salariés : 173 405

Heures demandées : 13 624 480